

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Etats généraux de l'inspection du travail

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 23 mars 2006

Démocratie & Socialisme

Les Etats généraux de l'inspection du travail, les mardi et mercredi 21 et 22 mars 2006

Venus de toute la France :

800 inspecteurs et contrôleurs assemblés pendant deux jours pour la défense d'un code du travail protecteur des salariés, pour la défense de l'inspection du travail

C'était une première fois, un évènement historique, depuis la création de l'inspection du travail en 1892 : tout le corps des agents de contrôle était assemblé à l'appel uni de ses organisations syndicales, pour réfléchir, débattre et mobiliser en défense de ses missions de service public, de l'état de droit dans les entreprises.

C'était spectaculaire dans la salle pleine à craquer de la Bourse du travail de Paris, boulevard du temple, de 9 h à 18 h, hier et aujourd'hui. Même les cinq syndicats appelant n'en revenaient pas : l'idée en avait été lancée aussitôt après l'assassinat de nos deux collègues le 2 septembre 2004 à Saussignac en Dordogne, par un exploitant agricole. Pendant 18 mois, il a fallu batailler pour qu'une telle réunion unitaire ait lieu et qu'elle pose toutes les questions historique existant aujourd'hui sur le code du travail, le salariat, le rôle de l'inspection.

Il n'a été question que du Code du travail attaqué par tous les bouts, par le Cpe, par le Cne, par la ré écriture des 3151 articles par la commission Villepin-Larcher chargée de cette question depuis l'été dernier.

L'esprit de déréglementation libéral dominant au gouvernement en place s'oppose aux droits élémentaires de 16 millions de salariés. Durées du travail en hausse, salaires, en baisse, précarité étendue, licenciements facilités, conditions de travail de plus en plus dures, accidents et maladies professionnelles en hausse, recul des droits syndicaux, et des institutions représentatives du personnel, tout fut mis à plat pendant deux jours.

Il y eut des universitaires, des historiens, des avocats, des magistrats invités, et des représentants de toutes les confédérations syndicales. Quatre thèmes : défense du Code, défense des moyens de l'inspection, défense de son indépendance, mobilisation contre les plans du gouvernement Villepin-Sarkozy-Larcher.

Il y eut, sur chaque question des dizaines d'inscrits qui démontrèrent, à travers chacune de leurs expressions, de façon enthousiasmante l'homogénéité du corps, son état d'esprit combatif, son souci de ne pas céder un pouce aux idéologies ambiantes de la déréglementation... Cela a fait plaisir à constater, tous ces collègues confrontés aux mêmes difficultés, aux vents contraires, mais soucieux, de défendre d'abord et avant tout, les droits des salariés.

Gérard Filoche

CFDT CGT SNU SUD UNSA

Résolution adoptée lors des états généraux de l'inspection du travail des 21 et 22 mars 2006

les 800 agents réunis exigent du ministre

Etats généraux de l'inspection du travail

- ▶ la création immédiate de 240 sections dans leur organisation actuelle territoriale garante de son caractère généraliste et indépendant, avec les effectifs budgétaires correspondants (1 inspecteur du travail, 2 contrôleurs du travail, 2 agents de secrétariat) pour exercer les missions définies par l'article L 611-1 du Code du travail, vers le doublement de nos sections et de nos effectifs
- ▶ la création d'un service unique d'inspection du travail s'appuyant sur un code du travail protecteur de tous les salariés, quelle que soit leur branche d'activité

Ils exigent du ministre qu'il retire son plan de réforme

Les organisations syndicales sont mandatées pour tout mettre en luvre y compris par la grève pour faire aboutir ces revendications.

Elles se rapprocheront des Confédérations et des fédérations et des Unions de salariés.

(vote unanimité, 1 contre et 2 abstentions)

Une autre résolution a été adoptée contre l'utilisation de l'inspection contre la main d'uvre immigrée, et une autre pour l'appel unanime au soutien des jeunes contre le Cpe, et l'appel aux manifestations et grèves du 28 mars prochain.